

## Faits marquants de la CdP 14 à la CLD Mercredi 11 septembre 2019

Dans la matinée, la Conférence des Parties (CdP) s'est livrée à la deuxième session de dialogue ouvert avec la société civile, consacrée à l'équité intergénérationnelle, aux régimes fonciers, à la sécurité alimentaire, aux emplois verts et aux migrations. La session était divisée en deux rondes de discussions : un « héritage de témoignages » intergénérationnels, visant à stimuler les échanges entre les participants plus jeunes et les plus âgés ; et un apprentissage à partir des initiatives de la société civile sur le terrain.

Le dialogue s'est terminé sur un concert du musicien sénégalais Baaba Maal, qui a rappelé les riches traditions culturelles du Sahel, qui véhiculent des messages de paix et d'amour, et réitéré l'impératif de protéger les terres pour les générations futures.

Les groupes de contact se sont réunis tout au long de la journée et jusque dans la soirée, et ont finalisé le gros des textes de décisions.

Le Pavillon des Conventions de Rio a accueilli la Journée de préparation à la sécheresse, avec la présentation des réussites et difficultés que présentent actuellement les outils, méthodes et politiques consacrés à la sécheresse, et une présentation de l'Initiative sécheresse de la CLD et d'autres partenariats et cadres importants dans ce domaine.

### *Session de dialogue ouvert avec les organisations de la société civile*

Cette session matinale était présidée par Jigmet Takpa, du Ministère indien de l'environnement, des forêts et des changements climatiques, et modérée par Emmanuel Seck, de l'organisation Environnement et développement du Tiers-Monde (ENDA). Takpa a souligné le rôle central des OSC en tant que « guerrières de la Terre » car elles font le pont entre la science, la politique et les praticiens sur le terrain.

**Dialogues intergénérationnels :** Dans les deux premières « conversations » intergénérationnelles, Kwon Byong Hyon, de Future Forest, a rappelé les difficultés et les réussites survenues au cours des 18 années d'efforts conjoints entre la République de Corée et la Chine pour planter plus de 22 millions d'arbres dans six déserts chinois dans le but de combattre les tempêtes de poussière et la désertification. Dans sa réponse, Yugratha Srivasta, du Grand groupe Enfance et Jeunesse du Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE), a souligné l'importance de l'équité intergénérationnelle, de la responsabilité et du suivi des impacts causés par les activités d'atténuation des Parties. Elle a plaidé pour un système cohérent d'établissement de rapports entre les Conventions de Rio, et appelé à inclure les jeunes dans les décisions qu'ils seront amenés à mettre en œuvre.

Lors de la deuxième conversation, Bhawani Shanker Kusum, de l'organisation Society for Rural Development, a exposé la façon dont les femmes et les jeunes ont été appelés à participer dans un projet de restauration des terres qui prévoyait la plantation de 60 000 arbres afin de remettre en état les friches de Jaipur, en Inde. Exprimant un autre point de vue des jeunes, Alvaro Alfaro, Coordinateur de la 15e Conférence de la jeunesse, a déclaré que la pollution des cours d'eau est une question de justice sociale. Il a par ailleurs souligné que l'eau est un droit humain, en faisant allusion à la vague de privatisations des droits sur l'eau au Chili.

Les délégués ont ensuite visionné une courte vidéo sur l'œuvre de Yacouba Sawadogo, un agriculteur du Burkina Faso qui a réussi à restaurer des terres dégradées en utilisant la Zaï, une méthode agricole traditionnelle de son pays.

**Leçons du terrain :** Moses Chabuka, de Neno Active Youth in Development, en représentation des OSC africaines, a retracé des histoires de réussite partant de thèmes comme l'insécurité alimentaire, le chômage et les migrations dangereuses. Il a évoqué des initiatives visant à améliorer la vie des jeunes et des femmes à travers l'agriculture et des activités de gestion durable des terres (GDT), et a recommandé la création de plateformes pour accroître l'accès des produits locaux aux technologies et aux marchés.

Oindrila Basu, de l'Association internationale des étudiants en foresterie, en représentation des OSC asiatiques, a évoqué les effets de la dégradation des terres sur la sécurité alimentaire, l'emploi et le bien-être. Elle a noté un certain manque de motivation parmi les jeunes pour retourner dans les zones rurales, en expliquant que cela alimente l'exode rural avec les difficultés qui y sont associées. Elle a recommandé la formulation de politiques que permettent la participation des jeunes au développement socio-économique, et a plaidé pour la reconnaissance des droits fonciers, la construction de modèles d'affaires avec des chaînes de valeur saines, et l'intégration de la restauration des terres à tous les niveaux.

Au nom des OSC d'Amérique latine et des Caraïbes, Juan Riet, du Centre interdisciplinaire d'études sur le développement, a décrit des initiatives de GDT destinées aux jeunes, notamment : la formation de milliers de jeunes agriculteurs ; l'engagement des jeunes dans la restauration des terres ; des programmes d'éducation environnementale dans les zones rurales ; et des opportunités d'échange de savoirs par le biais de dialogues intergénérationnels.

S'exprimant au nom des OSC d'Europe centrale et orientale, Sophiko Akhobadze, du Centre environnemental régional pour le Caucase, a signalé les impacts directs et indirects des migrations et a mis en exergue des réussites en matière de restauration des terres, notamment : des marchés d'agriculture organique organisés par des petits exploitants en Moldavie ; des initiatives agroforestières accueillant des centaines d'agriculteurs locaux ; et des petites pépinières gérées par des femmes en Géorgie.

Mathilde Bourjac, du Centre d'actions et de réalisations internationales (CARI), a fait remarquer que les personnes vivant dans des oasis bénéficient certes de bonnes conditions écologiques, mais sont vulnérables aux changements climatiques et à la dégradation des terres. Pour compenser ces impacts, elle a suggéré de mettre l'accent sur : la restauration des oasis dégradées ; la promotion du transfert intergénérationnel de connaissances ; et l'autonomisation des communautés locales.

Dans la discussion qui a suivi, l'UE a noté que les OSC jouent un rôle essentiel dans l'aide aux groupes vulnérables, et a souligné que leur participation doit être activement soutenue. La SUISSE a soutenu le renforcement de la participation des OSC et leur accès aux groupes de contact de la CLD en tant qu'observateurs. La COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS D'AFRIQUE DE L'OUEST a plaidé pour le développement d'un cadre, tel un mémorandum de coopération, pour renforcer l'engagement des OSC dans le processus de la CLD.

Citant un exemple du centre de Java, l'INDONÉSIE a décrit la réduction des pressions sur les terres lorsque les personnes se

déplacent vers les villes comme un aspect positif de l'exode rural vers les zones urbaines.

Le CENTRE ARABE POUR L'ÉTUDE DES ZONES ARIDES ET DES TERRES SÈCHES (ACSAD) a évoqué une histoire de réussite dans le Soudan du Nord, où l'avancée du sable a pu être endiguée grâce à une collaboration entre les OSC locales. Le SAINT-SIÈGE a récapitulé les activités menées par la Fondation du Pape Jean-Paul II dans la région du Sahel, dont neuf pays ont bénéficié ainsi que des communautés locales d'horizons divers. Le représentant a par ailleurs mis en exergue une initiative d'écosensibilisation en Inde, destinée à encourager les communautés à retourner vers la nature.

Revenant sur ces discussions, le Secrétaire exécutif de la CLD Ibrahim Thiaw a rappelé l'engagement permanent de la Convention envers les OSC et a remercié les participants pour ce dialogue constructif. Il a souligné que la CLD ne peut être mise en œuvre sans la participation des OSC.

Les délégués ont ensuite visionné une courte vidéo sur Reserva : the Youth Land Trust, projet lauréat d'une compétition mondiale visant à mettre en lumière des actions locales positives en matière de changements climatiques et de dégradation des terres.

Résumant les discussions, le modérateur Seck a noté que l'émigration hors des zones rurales est liée au bas niveau des revenus provenant du secteur agricole. Il a mis en exergue le besoin : d'ouvrir un accès direct aux financements pour les groupes marginalisés ; de promouvoir les bonnes pratiques qui prennent appui à la fois sur les connaissances traditionnelles et sur les technologies modernes ; et de sécuriser l'accès aux terres pour les jeunes et les femmes.

En clôture de la réunion, le Président Takpa a estimé que les connaissances des adultes et des jeunes doivent être mises en commun pour mener à bien la restauration des terres. Il a signalé les nombreuses histoires de réussites présentées par les OSC, et a appelé à les essaimer.

### Comité d'ensemble

**Programme 2030 de développement durable – Incidences pour la CLD: Mise en œuvre du plan de communication de la CLD et de la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification (2010–2020):** Le Président du CE Trevor Benn a ouvert la réunion et présenté le document ICCD/COP(14)/4.

Le BRÉSIL, l'INDE et la SUISSE sont convenus de l'importance d'assurer des synergies avec le Programme 2030 dans les activités de sensibilisation de la Convention, et le BRÉSIL et la SUISSE ont noté que de tels liens aideraient à rendre plus accessible la terminologie complexe de la CLD.

**Mise en œuvre effective de la Convention aux niveaux national, infrarégional et régional: Promotion et renforcement des liens avec d'autres conventions et organisations internationales compétentes:** Le Secrétariat a présenté son rapport (ICCD/COP(14)/5), en soulignant, entre autres, le lancement de l'initiative GEO-NDT de la CLD, la collaboration avec ONU-Femmes, de nouveaux partenariats sur la sécheresse et les tempêtes de sable et de poussière, ainsi que des initiatives sur l'héritage de plusieurs présidences de CdP.

L'INDE a souligné le besoin d'intégrer des moyens de mise en œuvre aux travaux conjoints des Conventions de Rio, en citant les récentes orientations de l'Interface science-politique de la CLD sur les indicateurs fonciers comme un instrument de bonne pratique dans ce domaine.

La CONVENTION RAMSAR SUR LES ZONES HUMIDES a souligné que la bonne santé et la productivité des sols sont étroitement liées à la qualité des zones humides, y compris les tourbières, et a salué la reconnaissance de ce lien par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) dans son Rapport spécial sur les liens entre le climat et les terres.

Le FORUM DES NATIONS UNIES SUR LES FORÊTS a décrit la façon dont les avancées du Plan stratégique des Nations Unies pour les forêts contribuent à la NDT, en particulier la cible visant à accroître le couvert forestier mondial pour atteindre 120 millions d'hectares d'ici 2030.

La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a fait rapport du lancement de l'Initiative pour la paix et les forêts à la CdP 14. L'ACSAD s'est dit prêt à fournir un soutien pour la mise en œuvre de la CLD dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

L'organisation Both ENDS, au nom des OSC, a appelé à renforcer le partenariat existant entre la CLD et la FAO, afin de renforcer, entre autres, les capacités en matière de gouvernance foncière et l'inclusion des femmes et des jeunes.

**Questions de procédure: Participation et engagement du secteur privé dans les réunions et processus de la CLD, et stratégie d'engagement des entreprises:** Le Secrétariat a présenté le document (ICCD/COP(14)/14). Le Président Benn a proposé, et les Parties ont accepté, que ce point de l'ordre du jour soit intégré aux travaux du Forum des entreprises pour la gestion durable des terres.

L'INDE et le BRÉSIL ont soutenu l'initiative visant à engager les entreprises. Le BRÉSIL a noté que le secteur privé peut contribuer à stimuler l'amélioration des pratiques dans le secteur agricole « puisqu'il est de l'intérêt des entreprises d'être durables ». L'organisation Both ENDS, au nom des OSC, a souligné toutefois qu'il faut des exigences en matière de due diligence et de transparence.

**Participation et engagement des OSC dans les réunions et processus de la CLD:** Le Secrétariat a présenté le document ICCD/COP(14)/13 et réitéré le soutien de la CLD à la participation des OSC. En représentation des OSC, la China Green Foundation a fait lecture de la liste actualisée des membres du panel de sélection des OSC, et a mis en exergue les initiatives du Panel ainsi que les progrès accomplis sur des questions telles que les régimes fonciers et la problématique de genre.

L'INDE a exprimé sa satisfaction de la participation des OSC aux processus de la CLD et a estimé que le renforcement de leur engagement dans la mise en œuvre de la CLD devrait être conditionné à la disponibilité des ressources financières à l'aune des circonstances nationales. Le Secrétariat a pris note de cette suggestion.

**Programme de travail de la CdP 15:** Ce point (ICCD/COP(14)/5) a été présenté sans soulever de commentaires.

### Groupes de contact

Dans l'après-midi, le groupe de contact chargé de préparer les textes des projets de décisions du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) a conclu ses travaux et transmis cinq textes de décisions à la CdP pour approbation.

Entretemps, le groupe de contact du Comité d'ensemble (CE) chargé des questions diverses a finalisé les projets de décisions portant sur la collaboration avec les organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé. Dans la soirée, le groupe s'est de nouveau réuni pour poursuivre ses travaux sur la sécheresse, les ODD et les régimes fonciers.

Le groupe de contact du CE chargé du budget a également travaillé tout l'après-midi sur le programme et le budget pour la période biennale 2020-2021.

### Dans les couloirs

Mercredi a démarré sur une note intéressante et inspirée, avec les histoires de réussites des OSC et les témoignages de travaux menés au plus proche du terrain pendant le dialogue de la CdP consacré à la lutte contre la dégradation des terres. Le zèle et la passion de nombreux jeunes représentants d'OSC, farouchement opposés au « youth washing », ou blanchiment par apposition de l'étiquette jeune, ne sont pas passés inaperçus. Cela a même déclenché des appels à leur ouvrir l'accès aux groupes de contact, pour qu'ils puissent participer à la prise des décisions qu'ils auront ensuite à mettre en œuvre. Un intervenant plus âgé a observé, en reconnaissant que sa génération s'est livrée à une exploitation et une consommation excessives des ressources disponibles, que « la jeunesse nous tend un miroir, et nous montre la voie que nous devons parcourir pour réhabiliter les terres ».

Dans l'après-midi, et malgré le peu d'expectatives suscitées par la journée de la veille, les délégués se sont attelés à la tâche et le Groupes de contact ont fourni l'effort requis pour achever leur travaux. Un délégué a indiqué que les difficultés rencontrées en chemin étaient largement dues à l'inexpérience de certains délégués qui ont remis sur la table de négociation des libellés déjà approuvés, ce qui a généré une frustration bien compréhensible chez certains vétérans de la CLD. Un projet de décision sur la NDT, dont il était dit que c'était un copié-collé d'une décision plus ancienne, est ainsi passé à la trappe. Les discussions relatives au budget, qui avançaient à vive allure et de façon cordiale sur les questions les moins contentieuses, tendaient à se gripper à chaque fois qu'il fallait envisager des « hausses ». Il ne reste désormais que deux jours de négociation, et il y aura sans doute un sprint pour finaliser toutes les questions en suspens ; ce qui est sûr, c'est qu'« à ce stade, aucun délégué ne placerait de paris sur l'heure de clôture de cette CdP ».